RCS : NEVERS
Code greffe : 5802

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NEVERS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 B 00084
Numéro SIREN : 317 750 313
Nom ou dénomination : ABCHOTELS

Ce dépôt a été enregistré le 19/07/2017 sous le numéro de dépôt 1145

ABCHOTELS

Société par actions simplifiée
au capital de 577.640,50 euros
Siège social : 3, plateau de la Bonne Dame - RN 7 -
58000 Nevers

RCS NEVERS 317 750 313

TRIBUNAL DE COMMERCE
DE NEVERS
19 JUIL. 2017
GREFFE

2017 A 1145

STATUTS MIS A JOUR EN DATE DU 23 JUIN 2016

Certifié conforme

TITRE I - FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - DUREE - EXERCICE SOCIAL

ARTICLE PREMIER - Forme

La Société, créée sous forme à responsabilité limitée et immatriculée comme telle au Greffe du Tribunal de Commerce de Mouins en date du 6 février 1980, a été transformée en société anonyme par délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés du 30 juin 1993 puis en société par actions simplifiée par délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 22 décembre 2015.

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée, mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L 211-2 du Code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 2 - Objet

La Société a pour objet aussi bien en France qu'en tout pays :

- L'exploitation de tous hôtels et toutes activités hôtelières et de restaurants ;

- L'activité de marchands de biens ;

- Des prestations de services en matières administrative, de gestion, d'organisation, de commercialisation, de marchands de biens ;

- En vue de la réalisation de cet objet social : l'achat de tous terrains et la construction et l'aménagement de tous immeubles ; la création, l'acquisition, la prise à bail de toutes entreprises et de tous établissements similaires, la participation à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés dont l'objet paraît susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et ce par tous moyens, notamment par voie d'achat, de prise en location gérance, de souscription ou d'acquisition de droits sociaux, de création de sociétés nouvelles, d'apport, de fusion, d'absorption, d'alliance, de Sociétés en Participation ou de Groupements d'Intérêts Economiques ;

- Et généralement, faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières pouvant être nécessaires ou utiles à la réalisation et au développement des affaires sociales.

ARTICLE 3 - Dénomination

La dénomination de la Société est :

ABCHOTELS

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement «Société par actions simplifiée» ou des initiales «S.A.S» et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé 3, plateau de la Bonne Dame - RN 7 - 58000 Nevers.

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence, sous réserve de ratification par la prochaine décision collective ordinaire des associés.

ARTICLE 5 - Durée

La société reste constituée pour une durée devant expirer le trente et un décembre deux mille soixante-dix-sept (31 décembre 2077), sauf dissolution ou prorogation anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

ARTICLE 6 - Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

TITRE II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 – Apports et formation du capital

1. Lors de la constitution de la Société, il a été fait apport à celle-ci des sommes en numéraire pour deux cent cinquante mille (250.000) francs.

2. Suite à l'assemblée générale extraordinaire du 23 février 1993, le capital social a été porté à la somme de deux millions deux cent trente-deux mille (2.232.000) francs.

3. Suite à l'assemblée générale extraordinaire du 2 décembre 1993, le capital social a été porté à la somme de quatre millions cent quarante-deux mille quatre cents mille (4.142.400) francs.

4. Suite à l'assemblée générale extraordinaire du 22 décembre 1994, le capital social a été augmenté de 2.380.000 francs, et ainsi porté à la somme de 6.522.400 francs.

5. Suivant acte sous seing privé en date à TREVOL (Allier) du 21 décembre 1998, approuvé par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 31 décembre 1998, M. André COINTET a fait apport à la Société de 2.560 parts d'intérêt de 100 francs chacune, numérotées de 151 à 300, 1.651 à 3.000 et 3.441 à 4.500, lui appartenant dans le capital de la société dite « SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE LE RELAIS D'AVRILLY », évaluées à 1.707.000 francs. En contrepartie de cet apport, il a été attribué à M. André COINTET 569 actions de 1.315 francs chacune, émises à 3.000 francs chacune, entièrement libérées. Le capital a ainsi été porté à la somme de 7.270.635 francs.

6. Suivant acte sous seing privé en date à TREVOL (Allier) du 21 décembre 1998, approuvé par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 31 décembre 1998, la « SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE ALPHONSE DE POITIERS » a fait apport à la Société de 1.940 parts d'intérêt de 100 francs chacune, numérotées de 1 à 150, 301 à 1.650 et 3.001 à 3.440, lui appartenant dans le capital de la société dite « SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE LE RELAIS D'AVRILLY », évaluées à 1.293.000 francs. En contrepartie de cet apport, il a été attribué à « SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE ALPHONSE DE POITIERS » 431 actions de 1.315 francs chacune, émises à 3.000 francs chacune, entièrement libérées. Le capital a ainsi été porté à la somme de 7.837.400 francs.

7. Suite à l'assemblée générale extraordinaire du 13 février 2004, le capital a été porté à la somme de 1.194.980 euros par incorporation de la somme de 176,07 euros prélevée sur le compte de réserves ordinaires.

8. Aux termes d'une résolution de l'assemblée générale mixte en date du 22 décembre 2015, le capital social a été réduit de 847.914,50 euros pour être ramené à 347.065,50 euros, par rachat et annulation de 4.229 actions.

9. Aux termes d'une résolution de l'assemblée générale mixte en date du 22 décembre 2015 et suite à la conversion de 1.150 obligations convertibles de la Société par notification reçue le 22 décembre 2015, le capital social a été augmenté de 230.575 euros par conversion de ces obligations convertibles.

ARTICLE 8 – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de cinq cent soixante-dix-sept mille six cent quarante euros et cinquante centimes (577.640,50 €).

Il est divisé en 2.881 actions de 200,50 euros chacune, entièrement libérées et de même catégorie.

ARTICLE 9 - Modifications du capital social

1 - Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

2 - Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

3 - En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

4 - Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

ARTICLE 10 - Comptes Courants d'associés

La Société peut recevoir de ses associés des fonds en dépôt, sous forme d'avances en compte courant.

Les conditions et modalités de ces avances, et notamment leur rémunération et les conditions de retrait sont déterminées d'un commun accord entre l'associé intéressé et le Président.

TITRE III – ACTIONS

ARTICLE 11 - Indivisibilité des actions - Usufruit

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 - Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de La Poste faisant foi de la date d'expédition.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les assemblées générales.

ARTICLE 12 - Droits et obligations attachés aux actions

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2 - Les associés ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

3 - Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentant d'un associé ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

4 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction du capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires.

ARTICLE 13 – Forme des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières émises par la société sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 14 - Libération des actions

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par l'organe dirigeant en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception. Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par l'organe dirigeant, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

TITRE IV - CESSION - TRANSMISSION - LOCATION D'ACTIONS

ARTICLE 15 - Définitions

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

a) **Cession ou transmission** : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en Société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

b) **Action** ou **Valeur mobilière** : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

ARTICLE 16 - Transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 17 - Location d'actions

La location des actions est interdite.

TITRE V - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 18 - Président de la Société

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non, de la Société.

1. Désignation

Le Président est désigné par décision collective ordinaire des associés. Il est rééligible.

Le Président peut être choisi parmi les associés ou en dehors d'eux. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent la même responsabilité civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

2. Durée des fonctions

La durée des fonctions du Président, qui peut être limitée ou illimitée, est fixée par la décision qui le nomme.

La révocation du Président peut intervenir à tout moment et uniquement pour un juste motif. Elle est prononcée dans les mêmes conditions que sa nomination.

3. Rémunération

La rémunération du Président est fixée par décision collective ordinaire des associés.

4. Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le Président n'a pas la qualité pour décider ou autoriser l'émission d'obligations, les présents statuts réservant ce pouvoir à l'assemblée générale.

ARTICLE 19 - Directeur Général

1. Désignation

Un Directeur Général de la Société, personne physique ou morale, associé ou non, peut être désigné par décision collective ordinaire des associés pour une durée déterminée ou non, en vue d'assister le Président de la Société.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent la même responsabilité civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un Contrat de travail au sein de la Société.

2. Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général, qui peut être limitée ou illimitée, est fixée par la décision qui le nomme. Il est rééligible.

La révocation du Directeur Général peut intervenir à tout moment et uniquement pour juste motif. Elle est prononcée dans les mêmes conditions que sa nomination.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions avec le nouveau Président nommé en remplacement.

3. Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée par décision collective ordinaire des associés, sauf pour la rémunération qui résulte de son Contrat de travail.

4. Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.